

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Brundenius, Cales et Lundahl, Mats (Eds), *Development Strategies and Basic Needs in Latin America : Challenges for the 1980s*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. Westview Special Studies on Latin American and the Caribbean, 1982, 194 p.

par Philippe Faucher

Études internationales, vol. 14, n° 1, 1983, p. 175-177.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701478ar>

DOI: 10.7202/701478ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

ment (p. 48) qui s'est avéré justifié depuis la publication du livre :

any effort by the United States to increase the stringency of CoCom controls will generally appear to allies as leading from weakness rather than strength. Insofar as such restrictions would be felt more strongly by other western nations than by the United States, a favorable political reaction to such proposals by either Japan, the FRG or Britain will hardly be forthcoming...

En effet, la zizanie que la livraison des compresseurs ouest-européens à l'URSS a récemment déclenchée entre le gouvernement de Reagan et ses homologues au sein de l'OTAN, démontre que les prédictions savantes ne suffisent pas pour que les décideurs en tiennent compte. Un autre conseil important est formulé dans le troisième chapitre (p. 50) qui traite des perspectives des transferts de technologies entre le Japon et les pays communistes :

In any event, efforts to forestall the technological advancement of non-market economies on the grounds of « national security » may contribute less to the U.S. national interest than would efforts to avoid undue strains on the economic and political fabric of the Western alliance.

Ce conseil, comme le précédent, est tombé dans des oreilles sourdes à Washington, mais le simple fait que ce genre de conseil soit formulé inspire après tout un certain optimisme.

Le dernier chapitre est explicitement écrit comme une série de recommandations et l'auteur y présente différentes options que les États-Unis pourraient considérer dans la formulation de leur politique technologique vis-à-vis du bloc communiste.

Le Dr. Sternheimer relate un point de vue répandu dans les milieux industriels japonais selon lequel la perpétuation des écarts technologiques entre le vendeur et l'acheteur de technologies de pointe requiert très peu d'intervention de l'État. Chaque compagnie japonaise oeuvrant dans ces secteurs le fait de son propre gré et pour ses propres intérêts. Les

gouvernements occidentaux s'en sont rendus compte depuis quelques années et clament à toute occasion la restriction des exportations japonaises vers leurs pays respectifs. À la base de son analyse de la situation japonaise, l'auteur suggère une intégration plus tenue de facteurs économiques internes dans l'élaboration des contrôles contre les fuites des technologies stratégiques vers les pays communistes. Une telle intégration amènerait à un élargissement du cadre des contrôles au-delà du CoCom. Une coopération intraoccidentale dans certains projets technologiques sur le sol soviétique équilibrerait les intérêts des différents partenaires occidentaux ainsi que les risques qu'une suspension de tels projets pourrait entraîner.

Bien que quelquefois superficiel comparé à des travaux émanant des centres d'expertise dans ce domaine (par exemple: le Centre for Russian and East European Studies de l'Université de Birmingham en Angleterre) le livre du Dr. Sternheimer est une contribution importante à la littérature toujours croissante sur les transferts de technologies Est-Ouest.

Yakov M. RABKIN

*Institut d'Histoire et
de Sociopolitique des Sciences
Université de Montréal*

DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE INTERNATIONALE

BRUNDENIUS, Claes et LUNDAHL, Mats (Eds), *Development Strategies and Basic Needs in Latin America: Challenges for the 1980s*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. Westview Special Studies on Latin America and the Caribbean, 1982, 194 p.

La satisfaction des « besoins essentiels » peut-elle servir à orienter les stratégies de développement des pays d'Amérique latine? C'est la question que se pose une équipe de sept spécialistes dirigés par Claes Brundenius et Mats Lundahl.

Un constat d'échec est à l'origine de cette question. Après deux décennies de développement la croissance accélérée enregistrée dans plusieurs pays n'a profité qu'à une fraction réduite de la population alors que la majorité survit difficilement dans le dénuement absolu. Tragique erreur des thèses dualistes. La richesse produite dans les pôles de croissance ne s'est pas répandue en suivant la pente du moindre développement et si la modernité a quelque peu bousculé la tradition, elle n'a jamais menacé la domination ni ébranlé l'exploitation.

Puisque l'accumulation n'entraîne pas le développement, puisque la croissance trouve le moyen d'échapper à la redistribution, occupons-nous directement des plus pauvres disent les théoriciens du nord et leurs amis de la Banque Mondiale. L'industrialisation et l'insertion du tiers monde dans le système économique mondial devra, à l'avenir, tenir compte, de manière prioritaire, des besoins essentiels en alimentation, santé, éducation et logement de la population.

Les pays du tiers monde, devenus méfiants par expérience, voient d'un mauvais oeil cette nouvelle approche qui risque d'entraîner des changements profonds dans les politiques d'aides multilatérales. L'opération est d'autant plus suspecte que la stratégie des besoins essentiels offre en exemple, dans un bel effort de neutralité idéologique, la Corée du Sud et Cuba aux pays dont l'indépendance politique ne date que de quelques décennies ! Plusieurs voient là une tactique de diversion destinée à affaiblir encore davantage le tiers monde qui tente avec plus ou moins de conviction d'obtenir l'ouverture de négociations globales sur le nouvel ordre économique international. Ils s'inquiètent que les pays riches, au moyen d'une campagne idéologique bien orchestrée, cherchent à assortir toute concession à la réalisation de politiques redistributives. De telles mesures, soutiennent-ils, affaibliraient nos économies chancelantes, remettraient en cause les grands projets d'équipements et empêcheraient de concurrencer les pays riches sur les marchés d'exportation, rendant caduque tout accord sur le NOEI. Plus qu'un débat mettant aux prises l'égoïsme res-

pectif des pays riches et des classes dominantes des pays pauvres, il s'agit de la confrontation entre deux analyses sur les causes structurelles du sous-développement et les stratégies de croissance.

La lecture de l'ouvrage de Brundenius et Lundahl donne à penser que la problématique n'a pas été cernée dans toutes ces dimensions et que la stratégie des besoins essentiels n'a pas encore atteint le niveau de la réflexion conceptuelle et se limite à une légitime indignation illustrée de statistiques catastrophiques. En effet, le corps de l'ouvrage est constitué de cinq courtes études portant sur autant de situations nationales, qui illustrent, à l'exception du chapitre consacré à Cuba, les ravages de la croissance sans développement. Seul l'article de Paul Streeten tente, mais sans succès, de poser le problème des alternatives aux stratégies de développement en cours. Son texte montre par un, deux, trois, avec une conviction toute technocratique que la stratégie des besoins essentiels mérite notre adhésion. Les dimensions politiques nationales et internationales sont absentes de son plaidoyer. Comme s'il suffisait qu'un gouvernement décide de se mettre au goût du jour et de s'occuper de ses pauvres !

Le texte qui suit, signé par Frances Stewart, est un antidote bienvenu au précédent. L'article fait le point sur la relation conflictuelle entre la stratégie des besoins essentiels et la revendication pour le NOEI. Elle souligne en conclusion, comme le fait par la suite d'autres auteurs, le caractère éminemment politique de ce conflit.

Les textes suivants consacrés à Haïti, à la République Dominicaine, le Pérou, le Brésil et Cuba décrivent minutieusement chaque situation nationale. La mise en cause des paysans haïtiens et l'exploitation absolue dont ils sont victimes, avec la complicité de leur gouvernement, quand ils sont contraints à émigrer par milliers vers la République Dominicaine pour couper la canne à sucre, est décrite de façon éloquent. La réussite du modèle cubain fait contraste à l'échec des expériences réformistes au Pérou et à la nature élitiste de la croissance brésilienne.

Ces analyses nationales demeurent au niveau descriptif et les auteurs, à l'exception de C. Brundenius qui signe le texte sur Cuba, ne s'aventurent pas à nous faire part de leurs réflexions sur le sens à donner et les implications qu'une stratégie des besoins essentiels aurait pour la région.

Le tableau présenté est éloquent, les études sont d'une bonne qualité mais l'ensemble n'a pas d'unité ni de signification. Par leur brièveté, les études de cas sont insuffisantes. Ce n'est pas la compétence des auteurs qui est en cause car ils ont en général publiés des analyses beaucoup plus complètes abordant ces mêmes questions. La stratégie des besoins essentiels ne serait-elle qu'une fausse piste? C'est ce que la lecture de cet ouvrage nous incite, bien malgré lui, à penser.

Philippe FAUCHER

Département de science politique
Université de Montréal

BONDESTAM, Lars & BERGSTRÖM, Staffan (eds.), *Poverty and Population Control*. Toronto, Academic Press, 1980, 237 p.

Il n'existe que peu d'ouvrages entièrement consacrés à réfuter la thèse néo-malthusienne de la responsabilité prioritaire de la croissance démographique face aux malheurs du monde, en particulier à la misère et à la famine latente du tiers-monde. Les douze contributions sont donc les bienvenues, parmi lesquelles sept donnent des études de cas visant l'Inde, le Japon, l'Afrique du Sud, le Kenya, la Tanzanie et un village du sud de Madras. Les deux chapitres de Bondestam et Pradervand présentent des critiques globales de l'idéologie et des politiques de *birth control*; ils se recourent en partie sans jamais vraiment se compléter ni analyser suffisamment en profondeur tous les aspects principaux de l'argumentation néo-malthusienne. Ceci touche en particulier le lien affirmé entre explosion démographique, malnutrition et famines; c'est pourtant ce thème qui accrédi-

te auprès du public la thèse combattue ici. De même est insuffisamment démantelé le raisonnement scientifique basé sur des modèles macro-économiques. Certes les auteurs apportent des éléments solides à l'appui d'une explication non malthusienne de la pauvreté.

Parmi les études de cas, la plus intéressante parce que la plus précise est consacrée par Sterkenburg et Luning au district rural de Rungwe en Tanzanie, où ils montrent par un modèle simple que les facteurs économiques ont un impact beaucoup plus fort que la croissance démographique sur la détérioration du niveau de vie. L'analyse des politiques de *birth control* en Inde, au Kenya et, à un moindre degré, en Tanzanie en souligne les multiples défauts majeurs. Inspirées de l'étranger, elles ont échoué parce qu'elles n'ont pas tenu compte du substrat culturel, ne se sont pas intégrées à une politique globale, d'ailleurs absente, de promotion des masses et par conséquent ont été imposées artificiellement et, dans le cas de l'Inde, sous la contrainte directe et brutale. Bien que le livre soit publié en 1980, plusieurs chapitres semblent avoir été rédigés vers le milieu des années 70 si on en juge par les données statistiques; celles-ci risquent donc d'apparaître surannées à ceux que la baisse de la fécondité entamée après 1975 laisserait d'autant mieux croire à l'efficacité des politiques de *birth control* que leurs promoteurs s'attribuent avec suffisance le mérite de cette baisse. Mentionnons le chapitre consacré à l'essor, mal connu, des politiques néo-malthusiennes du Japon à l'égard de ses voisins de l'Asie du Sud-Est, sous l'égide d'une puissante organisation privée dirigée par d'anciens criminels de guerre et leaders de l'extrême-droite.

En résumé, l'ouvrage sous revue est de qualité et mérite d'être recommandé malgré ses lacunes et le fait qu'il n'a pas poussé assez loin l'analyse du caractère idéologique du discours et des politiques de *birth control*, de manière à pouvoir ébranler les convictions d'au moins une partie de lecteurs gavés de ce discours constamment ressassé. À ce propos, une étude plus longue et plus approfondie que celle de Hofsten sur le prétendu surpeuple-